Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no. 2024TALCH17/00183 - XVIIe chambre

Audience publique du mercredi, dix juillet deux mille vingt-quatre.

Numéro TAL-2024-05109 du rôle

Composition:

Carole ERR, vice-président,
Patricia LOESCH, premier juge,
Karin SPITZ, juge déléguée,
Pascale HUBERTY, greffier.

E n t r e

la société anonyme SOCIETE1.) SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), Zone d'activité économique SOCIETE2.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Kelly FERREIRA SIMOES en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 5 juin 2024,

comparaissant par Maître Philippe STROESSER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse aux fins du prédit exploit CALVO,

défaillante.

Le Tribunal

Vu l'ordonnance de clôture du 3 juillet 2024.

Le mandataire de la partie demanderesse a été informé par bulletin du 28 juin 2024 de la fixation à l'audience des plaidoiries du mercredi, 3 juillet 2024.

Il n'a pas sollicité à plaider oralement.

En application de l'article 226 du Nouveau Code de procédure civile, les parties sont réputées avoir réitéré leurs moyens à l'audience de plaidoiries et leurs mandataires sont dispensés de se présenter à l'audience des plaidoiries.

L'affaire a été prise en délibéré à l'audience de plaidoiries du 3 juillet 2024.

Par exploit d'huissier du 5 juin 2024, la société anonyme SOCIETE1.) SA a fait comparaître PERSONNE2.) devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile.

Elle sollicite, sous le bénéfice de l'exécution provisoire, sa condamnation à lui payer le montant de NUMERO2.) EUR avec les intérêts au taux légal à compter du 11 avril 2024, sinon à compter de la demande en justice jusqu'à solde.

Elle demande encore sa condamnation au paiement d'une indemnité de procédure de 2.000 EUR sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ainsi qu'aux frais et dépens de l'instance.

A l'appui de sa demande, la société SOCIETE1.) expose que PERSONNE2.) s'est porté caution solidaire et indivisible des engagements de la société à responsabilité limitée SOCIETE3.) SARL laquelle a été déclarée en état de faillite, de sorte qu'il appartiendrait actuellement à PERSONNE2.) d'honorer son engagement contractuel et de payer la créance de la société SOCIETE3.).

Aux termes de l'article 2011 du Code civil, « *celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même* ». Aux termes de l'article 2015 du même code, « *le cautionnement ne se présume point ; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté* ».

L'article 2021 du Code civil prévoit que la caution n'est obligée de payer le créancier qu'à défaut du débiteur, qui doit préalablement être discuté dans ses biens, à moins que la caution ait renoncé au bénéfice de discussion ou qu'elle soit obligée solidairement avec le débiteur.

L'expression même de cautionnement solidaire indique que la caution tend à se rapprocher ici du codébiteur solidaire. Le fait qu'elle s'oblige « solidairement avec le débiteur » montre qu'elle cesse d'avoir un rôle subsidiaire, comme l'atteste l'absence de bénéfice de discussion (Encyclopédie Dalloz droit civil vo cautionnement no 209). Il résulte littéralement de l'article 2021 que les cautions solidaires doivent être traitées comme des codébiteurs solidaires et qu'ils sont tous deux sur le même plan vis-à-vis du créancier qui peut à son gré poursuivre l'un ou l'autre (CA Amiens, 31 oct. 1974, D. 1975, somm. 17),

Il résulte des pièces versées en cause que la société SOCIETE3.) redoit à la société SOCIETE1.), au titre de factures relatives à la mise à disposition de matériel et de prestations de services, émises entre le 12 janvier 2023 et le 6 février 2024, la somme de NUMERO2.) EUR à titre de solde impayé.

La société SOCIETE3.) a été déclarée en état de faillite sur assignation, par jugement du 2 février 2024.

Au titre d'une demande d'ouverture de compte client du 11 décembre 2021, PERSONNE2.), en sa qualité de gérant de la société SOCIETE3.), a indiqué de manière manuscrite : « bon pour caution solidaire et indivisible de tous engagements résultants de la présente ».

Cet écrit est signé par PERSONNE2.).

Il en suit que PERSONNE2.) a valablement cautionné les engagements de la société SOCIETE3.) résultant de commandes passées dans le cadre du compte client, de sorte qu'il est actuellement tenu au paiement des factures relatives à ce compte client, suite à la défaillance du débiteur principal, la société SOCIETE3.).

Il y a dès lors lieu de faire droit à la demande de la société SOCIETE1.) et de condamner PERSONNE2.) à payer à la société SOCIETE1.) la somme de NUMERO2.) EUR.

Conformément à l'article 1153, alinéa 3 du Code civil, les cautions sont tenues, à titre personnel, des intérêts au taux légal de la somme due à compter de la mise en demeure.

Etant donné que PERSONNE2.) a été mis en demeure en date du 11 avril 2024, les intérêts légaux sur le montant de NUMERO2.) EUR courent à partir de cette date et ce jusqu'à solde.

Eu égard à l'issue du litige, il serait inéquitable de laisser à l'unique charge de la société SOCIETE1.) l'entière des frais de justice exposés, de sorte qu'il y a lieu de lui allouer la somme de 500 EUR sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Aux termes des articles 238 et 242 du Nouveau Code de procédure civile, toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens et les avoués pourront, dans les instances où leur ministère est obligatoire, demander la distraction des dépens à leur profit.

Partant, PERSONNE2.) est à condamner aux frais et dépens de l'instance.

Les conditions de l'article 244 du Nouveau Code de procédure civile ne sont pas remplies, de sorte que la demande en exécution provisoire du présent jugement n'est pas fondée.

Il résulte des modalités de la remise de l'exploit du 5 juin 2024 que l'acte d'assignation n'a pas été signifié à personne, de sorte que, conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 79 du Nouveau Code de procédure civile, il y a lieu de statuer par défaut à l'égard de PERSONNE2.).

Par ces motifs

le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dix-septième chambre, siégeant en matière civile, statuant par défaut à l'égard de PERSONNE2.),

reçoit la demande en la forme,

la déclare fondée,

condamne PERSONNE2.) à payer à la société anonyme SOCIETE1.) SA la somme de NUMERO2.) EUR avec les intérêts légaux à partir du 11 avril 2024 jusqu'à solde ;

condamne PERSONNE2.) à payer à la société anonyme SOCIETE1.) SA la somme de 500 EUR à titre d'indemnité de procédure,

dit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire du présent jugement,

condamne PERSONNE2.) aux frais et dépens de l'instance.